

La Belgique parle avec un accent anglais

UNION EUROPÉENNE La N-VA distille son hostilité à l'Europe dans le discours officiel belge

ANALYSE

Le discours européen de la Belgique n'est plus ce qu'il était ! On l'avait constaté lorsqu'avait été rendu public l'accord de gouvernement : la sensibilité « eurosceptique » de la N-VA a contaminé la rhétorique traditionnelle de la Belgique sur l'intégration européenne. La chose a été confirmée hier au Parlement, dans la « Note d'orientation politique » présentée par le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes, Didier Reynders.

Celui-ci, personnellement, n'a sans doute pas changé d'avis sur l'Europe. La N-VA, principale composante du gouvernement Michel, lui impose cependant *de facto* une certaine schizophrénie. On sait que le parti de Bart De Wever est maintenant l'allié des Tories de David Cameron au Parlement européen. Ce n'est pas anecdotique ! Du reste, déjà sous la précédente législature, lorsque la N-VA siégeait avec les écologistes au sein du groupe Verts/Alliance libre européenne, les nationalistes flamands s'étaient démarqués de la ligne historique belge et avaient exprimé leurs réticences européennes dans le débat sur le financement futur de l'Union.

Dans le document présenté hier par Didier Reynders devant la commission des Relations extérieures de la Chambre, on trouve donc, en lisant bien, l'eau et le feu. On trouve l'engagement

traditionnel en faveur de plus d'Europe : « *L'intégration doit être poursuivie non seulement sur le plan budgétaire, mais également en termes de convergences économiques, dans les domaines fiscaux et sociaux* ». Ailleurs : « *Je plaiderai pour l'introduction du vote à la majorité qualifiée dans la Politique étrangère et de sécurité commune* ».

On trouve aussi des passages clairement inspirés par la N-VA, et par les conservateurs britanniques, où il est question de « *recentrer l'Union européenne dans les domaines où sa plus-value est avérée* ». Les Anglais pensent qu'ils sont très peu nombreux... Un peu plus loin, on lit : « *Je plaiderai pour une gestion rigoureuse et une politique budgétaire stricte des organisations internationales* ». Air connu à Londres, mais aussi à La Haye par exemple, touchée également, et depuis quelque temps, par la contamination...

« Euro-réalistes »

Sur l'amélioration de la légitimité démocratique de l'Union, le document de Didier Reynders révèle deux sensibilités dans un même souffle. Le vice-Premier ministre affirme : « *Une avancée radicale en la matière nécessiterait un changement de traité, mais le contexte politique global dans l'Union ne le permet pas dans le court terme* ». Et il ajoute : « *Dans ce contexte, le parlement fédéral belge doit exercer*

son rôle en matière de subsidiarité et de proportionnalité de manière plus active ». Délégitimer le Parlement européen au profit des parlements nationaux ? David Cameron et ses amis ne prônent pas autre chose, qui flattent le

principe de subsidiarité pour signifier en réalité que l'Europe doit en faire le moins possible.

Sont-ce des fantasmes de journaliste ? En tout cas, vendredi après-midi, face à Didier Reynders, le député N-VA Peter Luyckx ne boudait pas son plaisir : « *Nous sommes ravis par une série de choix que vous avez faits. (...) Nous sommes euro-réalistes. (...) Il faut accorder une attention particulière à la subsidiarité. (...) Il y a trop de surréglementations européennes néfastes* ». Et il a maintenu la pression : « *Il faut associer au plus tôt les entités fédérées à la politique étrangère. (...) Et il faut revoir les accords de coopération* » entre Etat fédéral et entités fédérées sur la représentation de la Belgique à l'UE et dans d'autres enceintes internationales.

Les nouveaux accents du discours belge pourraient certainement nuire à l'image – et au poids – de la Belgique en Europe. Ce serait toutefois bien pire si, après les mots, les actes de la Belgique étaient affectés. Didier Reynders parviendra-t-il à prévenir pareil tournant historique ? ■

MAROUN LABAKI
@MarounLabaki